

Jean-Claude Van Cauwenberghe

«J'attends que le PS me réhabilite»

LES PHRASES CLÉS

«Pour avoir quelque chose à se reprocher, il faut que la justice le prouve. Le parquet n'a jamais prouvé que j'étais un escroc. Il parlait d'indices... Le tout est de transformer un indice en une preuve.»

«Que va-t-il se passer si on abandonne les poursuites ou si le dossier Milquet finit sur un acquittement? Vous ne pouvez plus revenir en arrière. C'est triste mais c'est ainsi: l'homme politique est déjà condamné médiatiquement quand il est inculpé.»

«Le cumul de Paul Magnette est certainement très utile pour Charleroi car depuis Namur, il a pu ramener des subsides pour sa ville. Il ne faut pas se leurrer, c'est comme cela que cela se passe. Mais il devra à un moment ou un autre faire un choix. Ce cumul doit s'arrêter.»

INTERVIEW

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Poursuivi par la justice depuis 2005 et alors que certains prédisaient sa fin, Jean-Claude Van Cauwenberghe devrait être acquitté dans le dernier dossier encore plaidé. L'ancien ministre-président wallon évoque un «acharnement» de la justice et vise particulièrement Christian De Valkeneer, ancien procureur du Roi de Charleroi. Rencontre avec un homme blessé en quête de réhabilitation.

À quoi pense-t-on pendant 10 ans quand on subit de telles poursuites?

Vous vous levez le matin en pensant au procès, à votre défense et vous vous couchez le soir en y repensant. C'est un cercle sans fin. Cela mine votre vie, cela mine votre famille et cela mine les amis. Face au parquet, j'ai une indignation tenace par rapport aux poursuites engagées contre moi. Cela devenait un jeu pour eux, il fallait faire tomber Van Cau.

En voulez-vous personnellement à Christian De Valkeneer?

Un acharnement sans nom... Monsieur De Valkeneer (ancien procureur du Roi de Charleroi, NDLR) déclare qu'il a fait son travail. Moi je crois qu'il a versé dans le

populisme pénal. Il a manifesté un zèle anormal et il le manifeste vis-à-vis de tous les hommes politiques qu'il poursuit. Il croit qu'il est là pour redresser les erreurs du monde politique. Ce n'est quand même pas normal de lancer tant de procédures et d'avoir tant d'acquittements. En justice, il ne peut pas y avoir de dommage collatéral, on ne peut pas tirer tous azimuts. Je ne dis pas qu'il n'y a pas eu des dysfonctionnements à Charleroi mais tout le monde vous le dira: mettez 70 inspecteurs dans une ville et vous trouverez un marché scindé ou des signatures anormales. Le résultat final doit être difficile à vivre pour Monsieur De Valkeneer car il n'est pas parvenu à atteindre sa cible. Il doit être frustré, 7 ans de poursuites pour aboutir à rien.

Estimez-vous être la victime d'un acharnement judiciaire?

Oui, et c'est pourquoi c'est tellement important pour moi d'être blanchi vis-à-vis des médias et de l'opinion publique. Depuis ma démission dans la tourmente de l'affaire Carolo en septembre 2005, je n'ai cessé d'être poursuivi, soupçonné... À chaque nouvelle affaire qui naissait à Charleroi, on me voyait comme le deus ex machina. Médiatiquement, il s'est déployé un emballement autour de moi.

On s'est ensuite lancé sur les dossiers Région wallonne avec Immo Congo, le hall sportif de Beaumont, Arcade et les frais de missions en Chine. Et malheureusement pour moi, j'ai retrouvé à Liège De Valkeneer qui s'était déjà occupé des dossiers à Charleroi. Le Parlement a refusé de lever l'immunité dans trois affaires. Le parquet a, lui, abandonné les frais de missions en Chine. Il a suffi de vérifier sur mes comptes que je ne me suis pas fait rembourser deux fois ces frais.

Il restait donc le dossier d'achat de meubles par mon cabinet. Le parquet a abandonné la fraude au marché public et a maintenu la prise d'intérêt qui est l'infraction bateau qui touche Madame Milquet aujourd'hui. Enfin, il reste le dossier Sodexo. Après près de 10 ans de poursuite, le parquet a déclaré à l'audience la semaine dernière qu'il n'y avait pas d'éléments pour prouver la corruption. Il a donc fallu attendre l'audience de la semaine dernière pour que le parquet dise qu'il y a des éléments troublants mais aucun élément prouvant une escroquerie ou une corruption. Dix ans! Cela a été un combat permanent.

Vous estimez-vous blanchi?

J'estime que c'est fait. Je suis blanchi. Il n'y a plus d'affaires. Toutes les procédures lancées contre moi n'ont abouti à rien. Rien du tout! Mais elles ont charrié leur lot d'illegalités, d'irrégularités et de violations

incroyables. Je suis sans doute celui qui aura pu avoir la plus longue liste d'irrégularités. Prenons le cas de la première perquisition qui a eu lieu ici chez moi. Elle a été annulée pour irrégularité. Idem pour la deuxième perquisition, une centaine d'écoutes téléphoniques ont été annulées... Je me suis battu jusqu'au bout! J'ai la chance d'être avocat et je savais que je n'avais rien à me reprocher.

Le parquet a pourtant mis en avant quelques éléments «troublants»... On vous reprochait des choses.

Pour avoir quelque chose à se reprocher, il faut que la justice le prouve. J'ai fait des erreurs politiques mais rien de punissable pénalement. Le parquet n'a jamais prouvé que j'étais un escroc. Il parlait d'indices... Le tout est de transformer un indice en une preuve. Dans le dossier Sodexo, j'ai mangé deux fois avec le PDG. De là à déduire que c'est une corruption? Soyons raisonnables!

J'ai quitté la ville en juin 1995 et toutes les affaires datent d'après. J'étais ministre. Je veux bien qu'on dise que ma puissance était grande et que, depuis Namur, je pouvais gérer la ville mais quand même... Il y a eu des comportements illégaux de certaines personnes et des gens ont été condamnés mais ils ne se comptent même pas sur les doigts d'une main. Rien à voir avec la chasse menée par le parquet.

Joëlle Milquet a-t-elle bien fait de démissionner?

C'est une dérive de notre système qui dit qu'on doit faire un pas de côté quand on est inculpé. L'inculpation, c'est l'acte solitaire d'un magistrat qui, sans débat contradictoire, inculpe quelqu'un. Et après... Que va-t-il se passer si on abandonne les poursuites ou si le dossier

Milquet finit sur un acquittement? Vous ne pouvez plus revenir en arrière. C'est triste mais c'est ainsi: l'homme politique est déjà condamné médiatiquement quand il est inculpé. J'en ai souffert pendant toutes ces années.

Qu'est-ce qui est le plus dur?

Le regard des autres, les amis qui s'éloignent, la famille qui souffre... Ces affaires étaient devenues une obsession constante. J'ai écrit des volumes, j'ai lu des centaines de livres pour pénétrer dans les mécanismes du populisme pénal. Je voulais comprendre pourquoi les juges, lorsqu'ils ont un homme politique sous la main, veulent absolument le mettre à terre. Je me plains mais j'ai encore de la chance car je n'ai pas connu la prison. Prenez Jacques Van Gompel (ex-bourgmestre de Charleroi, NDLR), il a fait 22 jours en prison. Il ne s'en remet toujours pas. Il en rêve encore la nuit.

Comment faisiez-vous pour tenir le coup?
Je devais éviter la dépression. Tous les matins, j'ai écrit, j'ai analysé tout ce qui tournait autour de ces dossiers. J'ai rencontré tout le monde pour savoir ce qu'ils avaient raconté.

C'était devenu une obsession...

Oui, mais une obsession salvatrice. J'y voyais une façon de me décharger.

Qu'attendez-vous aujourd'hui de l'Etat? Des réparations?

Quelle réparation peut-on offrir à un homme à qui on a pris 10 ans de sa vie? Je trouve inqualifiable le fait d'avoir dû attendre dix ans pour qu'on me dise que tout est fini! La réhabilitation est en train de se faire. J'attends maintenant du parti socialiste un geste. J'attends que le PS me réhabilite.

Comment?

Le PS pourrait me confier une mission. On m'a écarté de tout au nom du principe de précaution.

Publiez-vous un jour tous vos écrits autour de ces affaires?

J'y réfléchis. Je suis partagé entre le fait de vouloir tourner la page et sortir ces dix années de ma tête, et l'envie de partager mon histoire qui pourra peut-être servir de leçon pour d'autres.

La peinture, c'était une échappatoire?

Cela m'a beaucoup aidé à m'apaiser. Mais à la veille des procès, je ne pouvais plus toucher un pinceau. Je n'ai plus peint depuis des mois. Je vais maintenant pouvoir retrouver une vie normale.

Avez-vous à un moment eu peur de devenir fou?

Non, non... Beaucoup m'ont posé cette question. C'est une chance. Je me dis aujourd'hui que ces dix années sont passées en pertes et profits dans ma vie. Le temps est déjà une sanction.

Qu'allez-vous faire demain?

C'est une nouvelle vie qui commence. Je vais devoir me reconstruire. J'ai la chance de pouvoir maîtriser moi-même ma vie. Je pensais qu'il n'y avait plus de vie après la politique. J'avais vu mon père décliner après ses fonctions politiques parce qu'il ne faisait que ça. Moi, je commande ma vie. Je me lève plus tard, je peins, je lis, je vais voir des expositions, je jardine,... Je suis aussi président du Bois du Cazier. On fête cette année le 60^e anniversaire de la catastrophe. C'est beaucoup de préparation. Je reste évidemment un militant très actif.

La politique, c'est bel et bien terminé?

Non, je travaille sur le plan wallon. Il faut arriver à supprimer la communauté française et transférer ses compétences à la Région. Je réanime ce combat car je trouve le parti socialiste trop timide en matière de réformes intrafrancophones. On arrive aujourd'hui à un moment où il faut trancher. On doit avoir un Etat fédéral et qua-

tre Régions. Les libéraux se positionnent de façon volontariste sur ce dossier et nous, qui avons été à l'avant-garde du régionalisme, nous sommes en retrait.

Le problème vient-il d'Elio Di Rupo qui n'ose pas trancher entre les régionalistes et les communautaristes au sein du PS?

Il est ouvert à cette option mais il veut aller lentement. Il craint que l'opinion publique pense que le PS veuille une septième réforme de l'Etat. Il ne veut pas apparaître comme un allié objectif de la N-VA.

Certains estiment qu'Elio Di Rupo a entamé le mandat de trop. Qu'en pensez-vous?

Je ne crois pas. Cela serait le mandat de trop si un autre faisait l'unanimité mais il n'y a pas un homme derrière Di Rupo qui s'impose aujourd'hui.

Et Paul Magnette, qu'on voit comme son dauphin?

Paul Magnette ne s'impose pas encore. Les sondages le montrent. Elio reste le leader incontesté au PS, il reste le plus populaire, le plus consensuel et le plus rassembleur. Il n'y a pas encore une personne prête au PS pour assumer ce rôle d'ici 2019. La période

n'est certainement pas facile pour lui car il dénonce une austérité fédérale qu'on pratique en Wallonie.

Mais Paul Magnette ferait-il un bon président?

Il en a les capacités intellectuelles. Il est dynamique, moderne. Il est bourré de qualités. Le seul bémol que je mettrais, c'est qu'être bourgmestre à temps plein et être ministre-président à temps plein, c'est trop pour un seul homme. C'est certainement très utile pour Charleroi car depuis Namur, il a pu ramener des subsides pour sa ville. Il ne faut pas se leurrer, c'est comme cela que cela se passe. Son cumul nous a donné accès à des fonds européens et des moyens financiers qu'on n'aurait jamais eus si on n'avait pas eu quelqu'un comme lui à cette position. J'en sais quelque chose! Quand on est ministre-président, on sert sa commune. Comme Carolo, ce cumul nous arrange mais il devra à un moment ou un autre faire un choix. Ce cumul doit s'arrêter. Ces fonctions ne sont pas faites pour être des mi-temps.

Quelles sont vos relations avec lui?

(Silence). Je réfléchis pour utiliser les bons mots... Correctes. Elles sont politiques. Il n'apprécie pas toujours ce que je dis mais on est en démocratie. On essaie d'avoir des rapports cordiaux mais on n'ira pas en vacances ensemble.

Le trouvez-vous à sa place à la tête de la Région wallonne? Est-il suffisamment sur le terrain?

Quand j'ai lancé le contrat d'avenir et le premier Plan Marshall, nous allions tous les soirs vendre le projet wallon. Paul Magnette doit aller vendre le patriotisme wallon qu'il défend. Le ministre-président doit descendre dans la Wallonie profonde.

Il doit susciter un intérêt en touchant les gens. Il doit cesser de parler sur un ton professoral. Là, je pense qu'il pourrait faire plus.

Paul Magnette est certainement plus irremplaçable à la Ville qu'à la Région. À Charleroi, les jeunes ne sont pas encore prêts à prendre la succession.

Et vous, pourriez-vous être sur les listes?

À 70 ans, mes volontés ne sont plus électives mais militantes. Avec mon expertise, je souhaiterais être utile encore quelques années. Paul Magnette ne m'a jamais demandé un conseil. C'est un regret. Les

nouveaux font une césure un peu trop rapide avec tous les anciens. J'ai quand même eu une belle carrière politique.

Vous savez déjà ce que vous allez mettre en scène sur votre prochain tableau?

Oui, je revisite pour l'instant les corons et les paysages industriels que Paulus avait faits, en les colorant de couleurs vives. Paulus, c'est très sombre, c'est la Sambre, ce sont des vapeurs et des fumées. Tout cela est magnifique. J'essaie de transformer ces paysages comme avec cette vue de corons que j'ai faite six fois en changeant la couleur du ciel.

J'ai commencé à peindre à la Côte d'Azur où on a une maison. Je commence le matin en pyjama et certains jours, je me retrouve le soir au même endroit et toujours en pyjama. On se prend pour Cézanne. Ici à Charleroi, je me suis mis à faire des paysages industriels. Quand j'ai exposé à Bruxelles, les gens n'ont acheté que des peintures carolons. Ils se sont dit que si on achète une toile de Van Cau, ce n'est pas pour avoir une vue de la Méditerranée mais des corons. Je voudrais bien aussi faire des vitraux. On verra! Comme vous le voyez, j'ai de quoi ne pas verser dans la dépression.

CV EXPRESS

Parlementaire en 1977, bourgmestre de Charleroi en 1982, il succède à Elio Di Rupo en avril 2000, en tant que **ministre-président de la Région wallonne**. Il démissionnera en 2005.

En 2005, le **scandale de la Carolorégienne**, la société de logements sociaux du Pays noir, ouvre la période des affaires. Il sera cité dans une **demi-douzaine d'affaires**. Jugé en correctionnelle dans le dossier Sodexo aujourd'hui, il devrait être acquitté.

Président de l'ASBL financière de l'Union socialiste de Charleroi, Jean-Claude Van Cauwenberghe est **président du Bois du Cazier et du Palais des expositions**. Il exerce également des fonctions au sein des mutualités socialistes et milite en tant que régionaliste.